

*l'Homme*» est démantelé entre le 13 janvier et le 18 avril. Envoyé de la France libre arrivé en France occupée en décembre 1940, Henri d'Estienne d'Orves, arrêté à Nantes le 21 janvier, est condamné à mort le 26 mai par un tribunal militaire allemand, il sera fusillé le 29 août près de Paris, au Mont-Valérien.

Le 15 mai 1941, le Parti communiste clandestin lance un appel à la constitution d'un «*Front National de Lutte pour la Libération et l'Indépendance de la France*» qui, se structurant progressivement partout à travers la France à partir de l'été, va devenir l'un des principaux mouvements de Résistance. A l'été 1941 aussi se structure, avec la publication du journal «*Libération*», le mouvement «*Libération-Sud*», continuateur du mouvement «*Dernière colonne*» né en 1940 ; en juillet, paraît le premier numéro du journal clandestin «*Défense de la France*»...

Le 27 mai 1941, en zone nord occupée, dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais rattachés au commandement militaire allemand de Bruxelles, à la fosse Dahomey du bassin minier à Montigny-en-Gohelle, le jeune militant syndicaliste et communiste Michel Brûlé fait stopper les compresseurs : commence une grève qui va s'étendre à tous les puits et à laquelle vont participer 100 000 mineurs sur 143 000, soutenus dans leur action par les femmes, sœurs et filles de mineurs qui manifestent par centaines. Le conflit, s'appuyant sur des revendications (horaires et rythme de travail, alimentation, conditions sanitaires) va durer 15 jours jusqu'au 10 juin, sa dimension patriotique s'affirmant dans la paralysie d'une production que capte majoritairement l'effort de guerre des Allemands, qui ne s'y trompent pas et le répriment durement : des centaines de grévistes sont arrêtés et incarcérés à Lille, Béthune, Douai et Valenciennes. Le 13 juin, 273 mineurs sont transférés à la citadelle d'Huy en Belgique, le 23 juillet, 244 d'entre eux seront déportés au camp de concentration de Sachsenhausen, d'où 136 ne reviendront pas.

Le 21 août 1941 va être aussi une date marquante dans l'histoire de la Résistance : ce jour-là, à Paris, au métro Barbès-Rochechouart, Pierre Georges, le futur «colonel Fabien», membre «des Bataillons de la Jeunesse», abat un officier de la *Kriegsmarine*, initiant la lutte armée de Résistance à l'Occupant. Lequel, avec l'appui du régime pétainiste qui met en place des «sections spéciales» judiciaires multipliant les condamnations à mort, accroît sa répression : trois otages sont exécutés à Paris le 6 septembre, dix autres y sont aussi fusillés le 16 septembre, 48 – dont le jeune Guy Moquet – le sont à Châteaubriant le 22 octobre, 55 à Souge, près de Bordeaux, le 24 octobre, 100 autres sont exécutés le 15 décembre au Mont-Valérien, 12 à Caen le même jour... Les déportations s'accroissent.

Cette répression n'arrêtera pas le combat des Résistants : en novembre 1941 naît à Grenoble le mouvement *Combat*, à Lyon paraît en novembre le 1<sup>er</sup> numéro des *Cahiers du Témoignage chrétien*, et le 1<sup>er</sup> décembre celui de *Franc-Tireur*. La coordination des mouvements ainsi que le renforcement de leurs liens avec la «France libre» vont devenir une nécessité grandissante ; c'est la tâche à laquelle se consacrera Jean Moulin, parachuté dans les Alpilles dans la nuit du 31 décembre 1941 au 1<sup>er</sup> janvier 1942, de retour de Londres où il avait rencontré le général de Gaulle pour l'informer sur la Résistance.

Elle se concrétisera le 27 mai 1943 à Paris, 48 rue du Four, avec la formation, sous la Présidence de Jean Moulin, du Conseil National de la Résistance, le C.N.R., rassemblant les principaux mouvements de Résistance («*Front National pour la Libération et l'Indépendance de la France*», «*Organisation Civile et Militaire*», «*Libération-Nord*», «*Ceux de la Libération*», «*Ceux de la Résistance*», «*Combat*», «*Franc-Tireur*» et «*Libération-Sud*») - ainsi que 6 partis clandestins (communiste, socialiste, radical, démocrates-chrétiens, «*Fédération républicaine*» et «*Alliance démocratique*») et les deux centrales syndicales, la CGT et la CFTC.

Cette création du CNR, se plaçant sous l'autorité du Comité National Français présidé par le Général de Gaulle, renforça la légitimité du Chef de la France libre, permettra la mise en place dès la fin 1943 des Comités locaux et départementaux de la Libération, la création début 1944 des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI), qui auront un rôle important dans la Libération de la France, et l'adoption d'un Programme, publié le 15 mars 1944 dans la clandestinité sous le titre «*Les jours heureux*», aux valeurs sociales, démocratiques et humanistes si actuelles dans le monde contemporain. Des valeurs que la Loi instaurant la «*Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai*», promulguée le 19 juillet 2013, en rappelant que le 27 mai était le jour anniversaire de la création du CNR, nous assigne comme mission d'en «*assurer la transmission*».

Pierre MARTIN

Président de l'Association Nationale des  
Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance (ANACR)